RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'YONNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

Première circonscription (AUXERRE)

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Candidature de Guy LAVRAT

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Si vous partagez les profits de la Société **SOISSON**, intégrée aux Grands Magasins du Printemps (2 milliards 756 millions de bénéfices avoués en 1965), ou si vous êtes encore actionnaire de la puissante société de textile **DOLLFUS**-MIEG ET C[ie], de Mulhouse (5 milliards 827 millions de capital), cette circulaire électorale ne vous concerne pas : nous sommes les candidats du parti de la classe ouvrière. Nous nous adressons à vous, ouvriers et paysans, employés, techniciens, cadres ou fonctionnaires, artisans, petits commerçants ou professions libérales, à vous tous qui vivez de votre travail et de votre intelligence.

Le Parti communiste est votre parti, celui de votre avenir et de vos espérances ; il n'a pour seuls adversaires que la poignée de parasites du grand capital, ceux que vos pères appelaient, en 1936, les 200 familles, qui se sont toujours enrichis à vos dépens et qui n'ont jamais connu de si beaux jours depuis que de Gaulle est le maître de la France et Pompidou (l'ancien directeur général de la banque Rotschild) premier ministre de « Sa Majesté ».

C'est à votre cœur et à votre raison que nous en appelons quelques jours avant le premier tour de ces élections :

- Croyez-vous possible de laisser, pour cinq ans encore, le pouvoir à une majorité de députés inconditionnels dont Lemarchand, devenu aujourd'hui trop compromettant, a été l'un des plus beaux fleurons ? Allez-vous remplacer Lemarchand par quelqu'un de la même famille politique, le technocrate Soisson, dont les combinaisons ne le cèdent en rien aux vieilles combinaisons du passé, comme en témoigne son association avec M. Pourrain, transfuge de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste ?
- Croyez-vous raisonnable de revenir aux mœurs périmées et aux innombrables crises ministérielles de la IV[e] République en votant pour M. Jean **Moreau** qui, s'il était réélu, recommencerait avec ses amis indépendants la **même vieille politique** antisociale et d'asservissement aux Etats-Unis qu'il menait du temps où il était ministre du budget ? On ne fait pas du neuf avec du vieux, même si M. Dollfus prenait le relais à plus ou moins bref délai !
- Ou bien croyez-vous nécessaire d'édifier un régime nouveau débarrassé des scandales comme celui de l'affaire Ben Barka et tant d'autres, un régime nouveau débarrassé aussi du pouvoir personnel et de la domination des grandes féodalités financières dont MM. Soisson et Dollfus sont les chevaliers servants ?

Telles sont les questions auxquelles vous aurez à répondre le 5 mars. Comparez les propositions que nous allons vous faire avec celles des autres candidats, prenez le temps de réfléchir et nous ne doutons pas de votre réponse : nous sommes les seuls à vous proposer un programme correspondant exactement à ce que vous souhaitez.

Nous ne sommes ni des rêveurs ni des démagogues ; nous ne demandons pas tout et tout de suite. Notre **programme est précis mais réaliste**, il contient un certain nombre de **mesures parfaitement réalisables** au siècle où nous vivons, qui pourront peut-être apparaître modestes à certains, mais qui sont cependant novatrices et rendraient service à beaucoup d'entre vous si elles étaient appliquées immédiatement, **sans attendre « l'horizon 1980 »** de MM. Soisson et Dollfus qui, eux, peuvent attendre.

Sommes-nous des démagogues quand nous proposons :

— la fixation du salaire minimum à **60 000 anciens francs par mois** et le relèvement général des salaires, notamment les plus défavorisés ; l'octroi aux **ouvriers agricoles** des mêmes avantages sociaux qu'aux autres salariés ;

— la suppression des **zones de salaires** ;

— à travail égal, salaire égal pour les **femmes** et les **jeunes** ;

— le minimum des **retraites à 27 000 anciens francs** par mois pour toutes les catégories sociales et le calcul de la retraite des assurés sociaux à raison de 60 % du salaire moyen des dix **meilleures** années ;

— l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue ;

— l'amélioration des pensions pour les handicapés physiques, les victimes de guerre et anciens combattants.

Sommes-nous des démagogues quand nous proposons, afin d'assurer le **plein emploi** et de donner de la place pour les jeunes et les moins jeunes :

— **la retraite à 60 ans** pour les hommes et à **55 ans** pour les femmes de toutes catégories sociales ;

— le retour progressif à **la semaine de 40 heures** sans pertes de salaires.

Sommes-nous des démagogues quand nous proposons pour les **cultivateurs** :

— le retour à **l'indexation des prix agricoles**, et des prix rémunérateurs à **la production** ;

— la suppression définitive de la **taxe de résorption pour les 300 premiers quintaux** de céréales ;

— l'extension de **la loi sur l'élevage** à tous les exploitants, quelle que soit l'importance de leur cheptel ;

— **la priorité** d'achat et de location des terres pour les exploitants familiaux ainsi que **des prêts** à long terme et à faible intérêt, quelle que soit la superficie exploitée ;

— une participation substantielle de l'État aux **travaux connexes** de remembrement et un soutien réel à la **coopération agricole** qui n'a pas attendu MM. Dollfus et Soisson pour s'organiser dans l'Yonne et qui n'a pas besoin de belles paroles mais d'une aide efficace.

Sommes-nous des démagogues quand nous proposons une **véritable réforme fiscale** dont les deux mesures essentielles sont les suivantes :

— **d'un côté :** réduction des taxes de vie chère, abrogation de la loi sur l'extension de la T. V. A. et relèvement à 500 000 anciens francs, pour une part, de la tranche d'exonération pour le calcul de l'impôt sur le revenu, après les diverses déductions ;

— **et en compensation :** suppression des avantages fiscaux énormes accordés aux grandes sociétés industrielles (comme la Société Dollfus-Mieg et C[ie]) ou commerciales (comme la Société Soisson-Le Printemps) ; des ressources supérieures à l'allégement des impositions des petits et moyens contribuables seraient ainsi dégagées si l'impôt frappait résolument le grand capital.

T. S. V. P.

Sommes-nous des démagogues quand nous proposons un **effort prioritaire pour l'Éducation nationale** dont dépend l'avenir de vos enfants et de la nation, ce qui suppose :

— des **bourses** en nombre et en volume suffisant ;

— la gratuité totale des **fournitures** et **transports scolaires** ;

— la construction de **maternelles, de locaux** (notamment pour l'enseignement technique) et la formation d'un plus grand nombre de **maîtres qualifiés.**

Est-ce exagéré de demander la construction de 600 000 logements par an (dont la moitié, dans le secteur locatif, à des prix modérés) ? Est-ce exagéré de demander un effort particulier pour l'**équipement hospitalier, sportif** et **culturel**, pour l'**équipement rural** (routes et adductions d'eau) ? Des mesures spéciales doivent aussi être prises pour améliorer la **condition féminine**, dont l'une d'entre elles n'aurait d'ailleurs aucune incidence financière : l'abrogation des lois de 1920 réprimant la contraception.

⁂

Tout ce que nous venons d'énoncer est **nécessaire**, vous en conviendrez avec nous. C'est aussi POSSIBLE, mais à deux conditions :

1° Que le Vᵉ Plan (qui sacrifie les régions sous-industrialisées comme l'Yonne) soit remplacé par un plan démocratique et que les secteurs clés de l'économie française, c'est-à-dire la sidérurgie, l'électronique, le pétrole et la chimie soient nationalisés, de même que **les banques d'affaires** et les compagnies d'assurances ; les immenses profits de ces gigantesques trusts qui accaparent l'essentiel du revenu national reviendront ainsi à la nation pour le bien-être de notre peuple au lieu d'aller remplir les coffres-forts de quelques milliardaires ;

2° Que l'on abandonne **la ruineuse et inutile force de frappe** (8 000 milliards pour les années 1965-1970), que l'on réduise les dépenses militaires, que l'on ramène le **service militaire à 12 mois**, que l'on supprime toutes les **dépenses improductives** et de prestige, que l'on en finisse avec les **cadeaux fiscaux** accordés aux grands trusts.

Ne comptez pas sur MM. Soisson et Dollfus pour prendre de telles mesures, puisqu'ils sont, eux-mêmes, des hommes du grand capital.

Soyez certains qu'**ils n'ont pas l'intention de se sacrifier** ! Et s'il en est qui font des promesses creuses, ce sont bien eux : leurs « plans » mirifiques n'ont aucune chance d'être réalisés puisqu'ils ne dégagent pas les ressources nécessaires et se font les apôtres de la force de frappe.

Nous, candidats communistes, nous ne vous faisons pas de promesses, mais nous vous convions à **faire un choix** : non pas celui des coffres-forts et des bombes, mais celui du progrès, de la paix et du désarmement. Et **c'est ce choix que vous voudrez faire,** le 5 mars, en votant communiste DÈS LE PREMIER TOUR.

⁂

Par ailleurs, nous n'entendons pas tout régler à nous seuls. Depuis toujours nous soutenons cette idée que, pour donner le bien-être à la France, ce n'est pas l'affaire d'un seul homme — aucun homme n'est d'ailleurs immortel, pas plus de Gaulle que les autres. Ce n'est pas non plus l'affaire d'un seul parti, fût-il le nôtre. **C'est l'affaire de tout un peuple,** de toutes les femmes et de tous les hommes qui veulent bâtir un monde meilleur, indépendamment des opinions religieuses et philosophiques de chacun. **C'est votre affaire,** à vous aussi, ouvriers, paysans et classes moyennes de la circonscription d'Auxerre. Nous vous avons indiqué ce que nous pouvons commencer par réaliser **ensemble**, dès 1967, grâce à notre union.

L'accord entre la F.G.D.S. et le Parti communiste (complété par l'accord entre notre parti et le P.S.U. qui engage, dans l'Yonne, ses électeurs à voter de préférence communiste au premier tour) est un pas en avant efficace et le gage d'un gouvernement **fort et stable** tel que l'ont toujours souhaité les communistes.

Cette union ne pourra aller qu'en s'élargissant et en se consolidant si vous prenez conscience de **la force invincible que constitue le monde du travail** lorsqu'il est uni.

Réfléchissez à tout cela avant le 5 mars et votez, dès le premier tour, pour les candidats du Parti communiste qui n'ont cessé de lutter passionnément pour une union durable et loyale de tous les hommes et de toutes les femmes épris de progrès social et de paix.



UN SALARIÉ ET UN CULTIVATEUR

Guy LAVRAT et Robert LOFFROY ont adhéré l'un et l'autre très jeunes au Parti communiste français et n'ont jamais varié dans leurs opinions. Leur fidélité à l'idéal de leurs 20 ans, jointe à leur dévouement et leur intelligence, ont fait d'eux des militants hautement responsables de la Fédération communiste de l'Yonne. Ils vivent, dans l'Yonne, la même vie que vous, celle de tous les travailleurs de l'Yonne ; leurs besoins et leurs aspirations sont les vôtres. Ils sont les seuls représentants authentiques du monde du travail de notre département.



Guy LAVRAT, qui fit ses débuts d'instituteur en 1948 à Perreuse, dans le canton de Saint-Sauveur, exerce actuellement au C.E.S. de Migennes. Il n'est pas inconnu pour vous puisqu'il était déjà le candidat de notre parti aux élections de 1962. Il était arrivé au premier tour largement en tête de tous les candidats opposés au prédécesseur de M. Soisson : l'avocat « suspendu » Lemarchand. **Et Guy LAVRAT aurait dû battre Lemarchand** au deuxième tour s'il avait existé à cette époque un accord NATIONAL de désistements réciproques identique à celui qui a été signé en décembre dernier entre la F.G.D.S. et le Parti communiste.

En plaçant, cette année encore, Guy LAVRAT le premier des candidats démocrates **dès le premier tour**, vous lui permettrez d'affronter le deuxième tour dans les meilleures conditions pour donner à la circonscription d'Auxerre un député jeune et désintéressé qui, au sein d'une majorité nouvelle à l'Assemblée nationale, contribuera efficacement à l'application d'une politique de progrès social et de paix.

Robert LOFFROY qui était, à 24 ans, le valeureux capitaine « Serge » des maquis de l'Yonne, est le président-fondateur de l'Association départementale des anciens combattants de la Résistance. C'est une des personnalités les plus en vue du monde ancien combattant de l'Yonne.

C'est aussi **un militant paysan**, secrétaire départemental du Mouvement de défense des exploitations familiales, qui exploite à Guerchy une ferme de 25 hectares. Il connaît, de ce fait, mieux qu'un auditeur à la Cour des comptes ou un fabricant de chocolat, les difficultés de tous les cultivateurs de la circonscription, qui sont en même temps les siennes. Aussi a-t-il apporté une importante contribution personnelle à l'élaboration du programme national agricole du Parti communiste français.

Conseiller municipal de Guerchy, il est particulièrement averti des problèmes posés aux élus locaux de nos campagnes sacrifiées par l'actuel gouvernement qui met à la charge des communes des dépenses de plus en plus insupportables.

Vu : le candidat.



L'Yonne Républicaine Auxerre